

et modernité

Ce rapport résume en fait la relation entre le politique et le religieux que l'on retrouve dans toutes les religions. La séparation entre le politique et le religieux a été le fruit de longues luttes. Chaque pays a trouvé un compromis en fonction de son histoire. Ainsi, la reine d'Angleterre est chef religieux et chef d'Etat sans pour autant gouverner le pays. Le président des Etats-Unis jure sur la Bible, mais la religion ne rentre pas dans les forteresses du congrès et de la Cour suprême. Quant à la France, une muraille de Chine, appelée la laïcité, sert de frontière entre l'Etat et toutes les églises.

Sans rentrer dans les méandres de l'histoire, on peut dire que la relation entre le politique et le religieux en Islam a été façonnée par deux époques historiques d'une grande importance. La première époque où le politique et le religieux cohabitaient «harmonieusement» était dominée par la figure incontestée et incontestable du prophète Mohamed, messenger de Dieu.

La deuxième époque débuta quand il a fallu désigner un successeur au prophète Mohamed. Le mode de désignation, un acte éminemment politique, divisa les compagnons du prophète. La politique fit donc son entrée dans la sphère de la *oumma* pour ne plus en sortir. On connaît la suite et on sait comment la *fitna*, qui s'en est suivie, a engendré grosso modo les deux grandes familles

de l'Islam : le sunnisme et le chiisme.

Depuis cette séparation de la grande famille de l'Islam, les deux branches qui en ont résulté ont donné chacune à sa façon une définition du rapport entre le politique et le religieux. Le cours de l'histoire continua jusqu'à l'entrée par effraction dans ce monde d'abord des croisés ensuite de l'enfant naturel du capitalisme, l'impérialisme. Ce facteur là va bouleverser la donne, la domination coloniale brisa les institutions politiques des

Qu'ils soient nationalistes ou islamiques, ces pays constitu(ai)ent une menace pour leurs indispensables et antiques protégés de la région, à savoir l'Arabie Saoudite et la myriade des Emirats arabes du Golfe. Pour éloigner ce danger, les Etats-Unis montèrent des pièges pour que ces pays se fissent la guerre.

pays. A côté de l'Islam, rempart qui a cédé devant la force, va naître petit à petit une nouvelle idéologie au contact d'un nouveau mode de production qui malmena les structures économiques et sociales traditionnelles.

Cette idéologie en vogue dans le monde moderne naissant a pour nom le nationalisme. Ce dernier cohabita avec l'Islam le temps qu'il fallait pour bouter hors du pays les occupants. Commence alors l'aventure de la *nahda* qui donna une base idéologique au nationalisme

arabe pour dépasser les contradictions religieuses et ethniques. Cette aventure accoucha plus tard du *baâthisme* et du *nassérisme*. Naquit aussi à la même époque en Asie (Afghanistan) l'Islam politique qui fournit des armes politiques et idéologiques au futur Pakistan qui ne voulait pas se faire absorber par l'Inde. Bien plus tard l'échec, à l'indépendance, des Etats dirigés par les nationalistes et le mode de vie occidental (accentué par la mondialisation), qui s'infiltré dans les

par une litanie de mots creux que l'on psalmodie du matin au soir. Comme par exemple cette affirmation qui ne veut rien dire : «Un musulman ne tue pas un autre musulman» qui fait l'impasse (entre autres chez nous) sur les batailles acharnées notamment aux confins de l'Irak et de l'Iran à l'époque d'Ali sans parler de la guerre des années 1980. Au lieu d'égrener des lieux communs, il vaut mieux étudier dans le détail avec la rigueur de l'intelligence les causes endogènes dudit phénomène et les facteurs exogènes qu'il ne faut ni ignorer ni sous-estimer. Après un tel travail, on peut classer l'islamisme dans la rubrique de tous les conservatismes en n'omettant pas de faire apparaître toutes les nuances qui caractérisent cette idéologies politiques.

On constatera alors qu'il y a les décervelés qui vont droit dans le mur et il y a ceux dont l'intelligence porte vers le compromis pour sauver leurs intérêts. Le cas d'un de Gaulle (un conservateur pur jus et néanmoins éclairé) bien connu des Algériens qui négocia le départ de la France de notre pays pour préserver le rôle de l'Hexagone malmené sur la scène internationale. Comme il le fit en 1968 en offrant le frigo et la machine à laver à la ménagère française tout en libérant les mœurs pour que les étudiants (la cause de son cauchemar en mai 1968) croquent la vie à belles dents.

A. A.

Publicité

LETTRE ADRESSÉE À M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL EGSA/ALGER

Après une situation de blocage qui a duré presque une année, notre surprise est d'apprendre que la direction générale de l'Etablissement de gestion de services aéroportuaires d'Alger par abréviation EGSA/Alger; a reconnu les membres du conseil syndical d'entreprise et les a conviés à une séance de travail le 30 avril 2012. Cette dernière a renoué avec ces membres, bien que le directeur général connaît parfaitement la **position des sections syndicales légitimement élues et représentatives au niveau des aéroports**, qui reste la même depuis presque une année. Les sections syndicales ont toujours dénoncé et contesté l'élection des membres actuels du conseil syndical d'entreprise/EGSA-Alger qui ne représentent qu'eux-mêmes.

Ainsi, nous, membres majoritaires des sections syndicales/UGTA des **dix-sept (17) aéroports, plus ceux du siège, désapprouvons et nous nous démarquons de la décision de la direction générale/EGSA-Alger** pour avoir renoué et reconnu les membres du conseil syndical de l'entreprise non représentatifs.

Nous signalons, que nous, représentants des sections syndicales de l'EGSA-Alger; nous avons déjà dénoncé cette situation et l'avons portée à la connaissance de la centrale syndicale de l'UGTA. Aussi, nous lui avons demandé d'organiser une conférence pour la réélection des nouveaux membres d'un conseil syndical **légitime, élu par la base et représentatif**, et cela dans le strict respect de la législation en vigueur ainsi que le statut et le règlement intérieur de notre centrale syndicale UGTA à laquelle nous restons toujours fidèles.

Suite à notre préoccupation, la centrale syndicale a répondu à notre demande, et nous avons été reçus par le chargé des conflits au niveau de la centrale syndicale/UGTA, lequel a pris connaissance de la situation, a approuvé notre position et il nous a rassurés.

Pour cela, il s'est engagé à dénouer cette situation et convoquer dans les meilleurs délais la conférence pour l'élection d'un nouveau conseil syndical de l'entreprise/EGSA-Alger.

Nous tenons à indiquer que la majorité des sections syndicales de l'EGSA-Alger; confiante de l'engagement tenu par la centrale syndicale UGTA et certaine que **cette dernière entreprendra le moment opportun, notamment par rapport à la situation actuelle que connaît notre pays**, les mesures appropriées permettant à la base (sections syndicales des 17 aéroports plus le siège) d'élire et de légitimer son conseil syndical de l'entreprise/EGSA-Alger.

L'UGTA a toujours œuvré en mettant les intérêts de l'Algérie et des Algériens avant tout.

Signée : membres des sections syndicales
Alger, In Salah, Tamanrasset, Ghardaïa (organique)
Hassi-Messaoud

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère des Ressources en Eau



الديوان الوطني للتطهير
Office National de l'Assainissement

NIF 000116180849545

Avis d'Attribution Provisoire de Marché

Relatif à l'Appel d'Offres National Restreint
ONA/2012

L'Office National de l'Assainissement (ONA) en sa qualité de maître d'ouvrage délégué informe les soumissionnaires ayant participé à l'Appel d'Offres National Restreint ONA/2012 pour assurer les prestations de gardiennage et de sécurité de la station d'épuration de Sidi Merouane (W. Mila), publié dans les quotidiens nationaux *Le Soir d'Algérie*, *El Massa* et le BOMOP que l'évaluation technico-financière des offres a donné les résultats suivants :

Entreprise	Note technique/100 points (Note éliminatoire < 70 pts)	Délai
SARL EL AMINE GARD NIF : 000816097716198	79.00	24 mois

A l'issue de l'évaluation technico-financière des offres, la société **SARL EL AMINE GARD** est retenue provisoirement pour un montant de **22 920 000,00 DA HT** soit **26 816 400,00 DA TTC**.

Les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières peuvent se rapprocher des services de l'ONA dans un délai ne dépassant pas les trois (03) jours à compter de la première parution du présent avis.

Les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent introduire un recours auprès de la Commission des marchés de l'ONA dans un délai de dix (10) jours, à compter de la première parution du présent avis.